

**R A P P O R T
D ' A S S E M B L É E
G É N É R A L E**

**A S S E M B L É E G É N É R A L E O R D I N A I R E
8 J U I N 2 0 0 1**

SOMMAIRE

Ordre du jour	2
Message du Président	3
Direction de la société	4
Rapport de gestion du conseil d'administration	5
Perspectives pour l'année 2001	9
Certification ISO 9002	11
Rapport général des commissaires aux comptes	12
Rapport spécial des commissaires aux comptes	13
Projet de résolutions	14
États comptables	16
Liasses fiscales	18

A
S
S
E
M
B
L
É
E

G
É
N
É
R
A
L
E

ORDRE DU JOUR

Les actionnaires de la Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI) sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire

Le vendredi 8 juin 2001 à 16 h,

au Palais des Congrès de l'hôtel Ivoire, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2000
- Quitus aux Administrateurs
- Approbation des comptes et du Bilan
- Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées
- Affectation des résultats
- Cooptation d'un Administrateur
- Renouvellement du mandat de deux Administrateurs
- Fixation de l'indemnité de fonction des Administrateurs
- Expiration du mandat d'un commissaire aux comptes
- Expiration du mandat d'un commissaire aux comptes suppléant
- Nomination d'un commissaire aux comptes suppléant
- Pouvoirs

M E S S A G E D U P R E S I D E N T

**Madame, Monsieur,
et Cher Actionnaire,**

L'exercice 2000 est marqué par quatre événements majeurs :

- 1) la situation politique instable et la morosité des affaires en Côte d'Ivoire
- 2) la renégociation quinquennale du prix de l'eau
- 3) la certification ISO 9002 - 94
- 4) les actions sociales pour assurer la cohésion et récompenser le mérite

Ces événements externes comme internes et parfois complexes ont, à travers un effet de ciseaux, impacté le résultat de l'exercice. La situation politique demeure encore source d'incertitude et de manque de visibilité pour les entreprises.

Le 24/12/1999, la Côte d'Ivoire a connu un coup de force qui a porté une junte militaire au pouvoir. Cela a rapidement révélé les tensions dans la vie politique interne. Cette situation a eu pour conséquence la suspension de certains accords avec les bailleurs de fonds, la suppression de certains prêts, la fermeture d'entreprise et une forte baisse des activités économiques.

Par ailleurs la flambée des prix des produits pétroliers a eu un impact néfaste sur les charges de la SODECI, tout comme la pression fiscale et les effets de l'harmonisation de la TVA et des droits de douanes au sein de l'UEMOA.

La renégociation quinquennale pour la période 1998-2002 a véritablement avancé durant cette année. Au final les premières conclusions confirment un accord sur 196,2 F CFA/m³ à comparer à la rémunération actuelle de 183 F CFA/m³. Un projet de tarification et de décret ont été présentés au Ministre des Infrastructures Economiques. Aucun accord n'a été notifié jusqu'à ce jour.

La démarche qualité aura atteint son objectif avec l'attribution du certificat ISO 9002-94 à SODECI par la commission Travaux Publics de l'AFAQ (Association Française pour l'Assurance de la Qualité), pour ses activités d'exploitation, traitement et distribution d'eau potable, et gestion clientèle sur l'ensemble du territoire ivoirien. Cette certification fait de la SODECI, la 11^{ème} entreprise ivoirienne certifiée ISO. Mais il faut surtout retenir que SODECI devient de ce fait non seulement la 1^{ère} entreprise du continent africain à être certifiée dans son domaine d'activités, mais surtout la 1^{ère} entreprise africaine de service public certifiée ISO.

Dès le début de l'année, eu égard à la nécessité de maintenir un bon climat social au sein de l'entreprise, des efforts substantiels ont été faits qui ont porté sur la rémunération des salariés et les aides sociales.

Un réajustement salarial a par ailleurs été opéré en fin d'exercice. Des actions de réduction de charges ont été menées parallèlement afin de maintenir une rentabilité identique aux années antérieures.

En conclusion, la SODECI reste une lueur d'espoir malgré la morosité de l'économie ivoirienne. La certification ISO 9002 confirme le professionnalisme de SODECI qui se veut une entreprise citoyenne de classe mondiale et qui s'en donne les moyens.

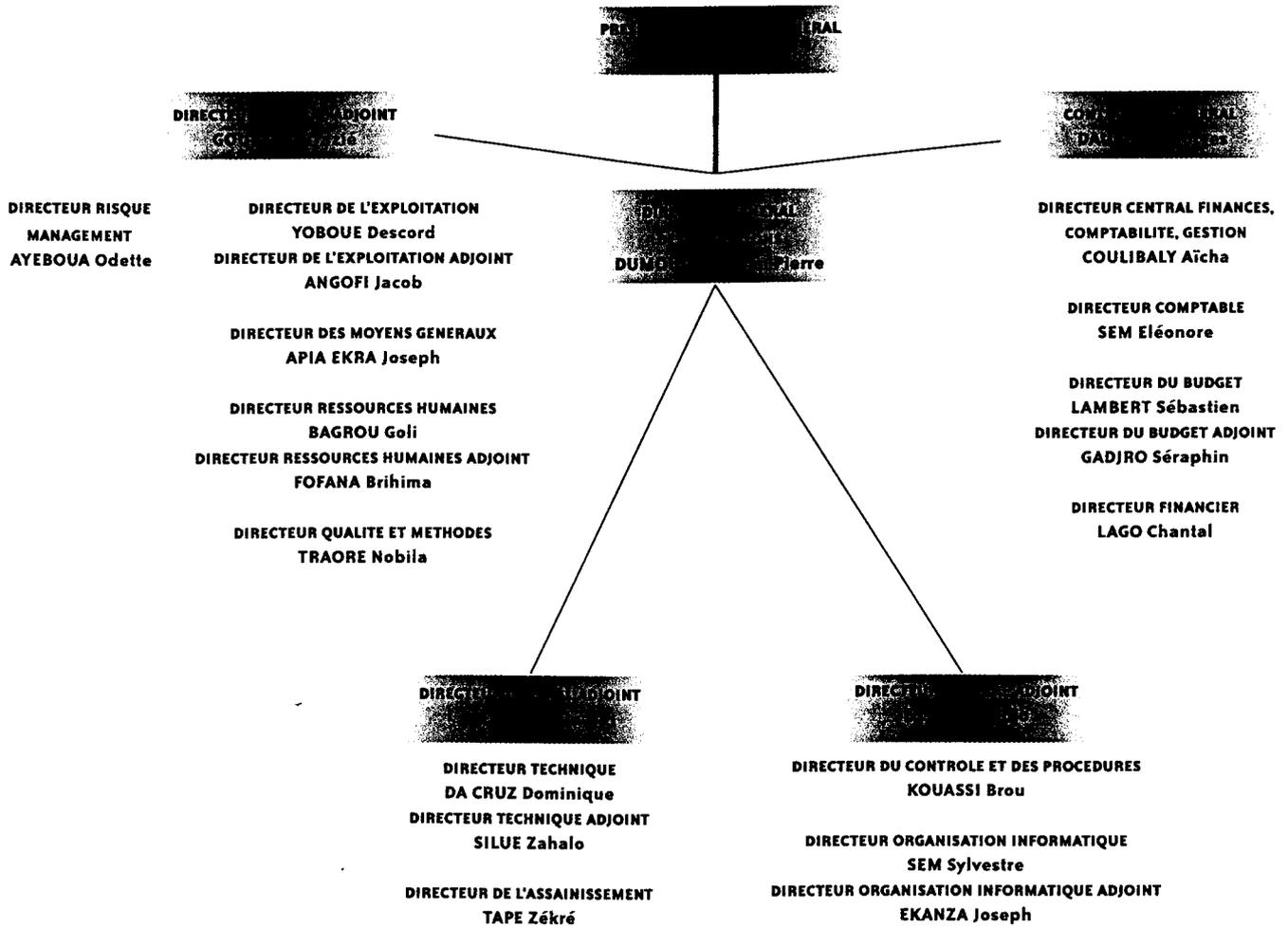
Avec la mise en place du nouveau Gouvernement et des Institutions ivoiriennes, l'année 2001 s'annonce sous de meilleurs auspices.

Je reste persuadé que le partenariat entre l'Etat, la SODECI et la SAUR n'en sera que renforcé.

Marcel ZADI KESSY
Président Directeur Général

DIRECTION DE LA SOCIETE

ORGANIGRAMME DE DIRECTION



CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
M. ZADI KESSY Marcel

ADMINISTRATEURS

M. AHOUNE Firmin
M. BOUYGUES Martin
M. BOUYGUES Olivier
M. DIARRA Ousmane

M. DUMOULARD Jean Pierre
M. GABRIEL Yves
M. KONAN Camille
M. MIREMONT Auguste

M. PELISSOU Marcel
M. PETERSCHMITT Louis
M. SANGARET Auguste

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ERNST AND YOUNG
Titulaire
01 BP 2715 ABIDJAN 01

MAZARS ET GUERARD
Suppléant
01 BP 3989 ABIDJAN 01

SIGECO
Co-titulaire

CAROLINE ORIO
Suppléant
01 BP 2715 ABIDJAN 01

Mesdames,
Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire conformément aux statuts, afin de vous faire entendre la lecture du rapport de gestion de votre Conseil d'Administration, ainsi que des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice 2000 et sur les opérations intervenues au cours de ladite période.

Nous vous demanderons, après avoir entendu ces rapports, de statuer sur les comptes, et de vous prononcer sur les résolutions qui vous sont soumises.

Nous vous rappelons que tous les actionnaires ont eu la faculté de consulter, au siège de la Société, les rapports présentés sur les imprimés conformes au plan comptable SYSCOA et qui sont adressés à :

- La Direction des Impôts
- La Comptabilité Nationale
- La Banque des Données Financières
- La Direction de l'Enregistrement

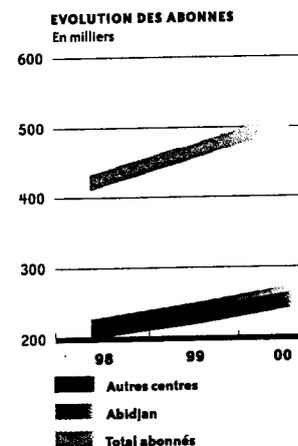
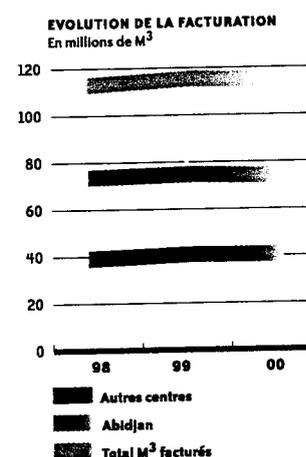
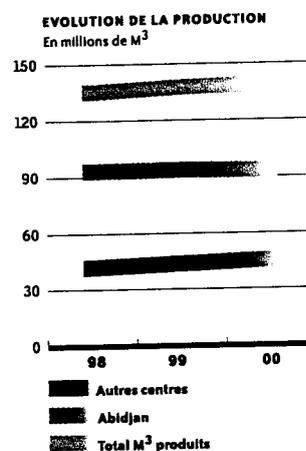
Votre Conseil d'Administration se tient d'autre part à votre disposition pour vous fournir en séance tous les éclaircissements que vous pourriez souhaiter.

ACTIVITES ET PERSPECTIVES

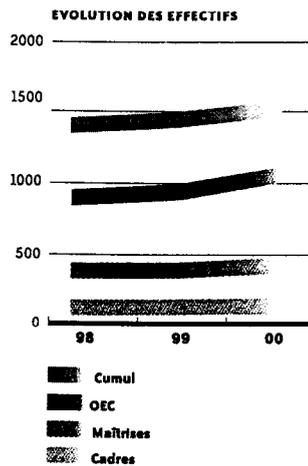
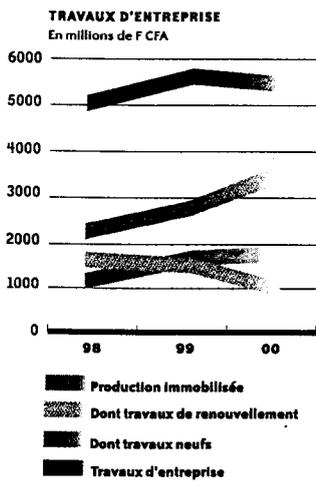
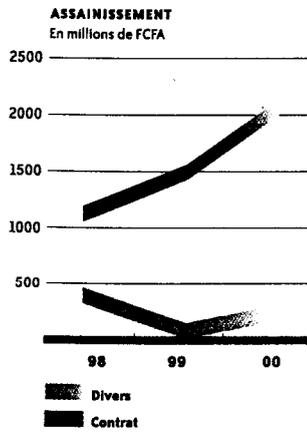
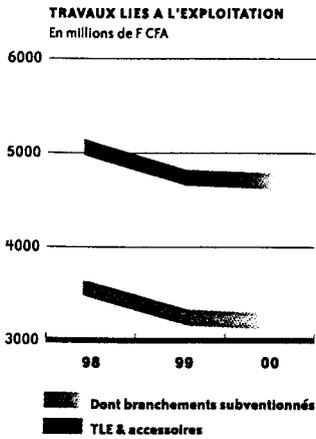
L'exercice s'est déroulé dans un environnement socio-économique particulièrement difficile marqué principalement par un ralentissement important des activités de certaines filières, voir la fermeture de nombreuses sociétés. La chute généralisée de l'ensemble des cours des matières premières s'est poursuivie. La remontée des cours au 4ème trimestre n'aura pas permis d'inverser la tendance et assurer à l'Etat des recettes supplémentaires qui seraient venues compenser la suppression des concours financiers extérieurs.

Dans ce contexte et malgré une hausse importante de nos abonnés (+ 9%) la production d'Abidjan accuse une baisse de 0,5% pour une progression de 4% sur les centres de l'intérieur soit une augmentation totale de 1%. Le chiffre d'affaires eau perd 0,6% du fait d'une dégradation importante de notre ratio de facturation (-1,4%) et des effets conjugués de facteurs pluviométriques défavorables de la saturation et la vétusté de certaines unités de production.

Les autres activités s'affichent toutes en baisse sensible par rapport à l'exercice précédent. Globalement les travaux et services vendus diminuent de 3%.



RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Les charges bien maîtrisées dans l'ensemble permettent d'améliorer légèrement notre valeur ajoutée.

Par contre, une utilisation importante de main-d'œuvre occasionnelle, des rattrapages effectués sur le personnel en début d'exercice et un plan d'embauche dynamique agissent à la baisse sur notre résultat d'exploitation.

Le résultat net s'affiche à 1 352 millions de FCFA et reste au même niveau que sur les deux exercices précédents après retraitement des éléments exceptionnels constatés sur l'exercice 1999.

L'effectif de la société a progressé de 6% sur la période passant de 1420 à 1504 agents.

S
O
D
E
C
i
2
0
0
0

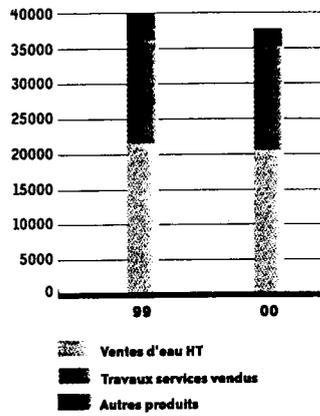
Le fonds commun de placement des salariés représente un portefeuille de 2390 millions de FCFA et une valeur liquidative de la part de 2115 FCFA contre 1000 FCFA à la souscription.

La démarche qualité décidée en 1997 a abouti le 21/08/2000 à la certification ISO 9002 de notre société par l'AFAQ (Association française pour l'assurance de la qualité) pour ses activités d'exploitation, de traitement et de distribution d'eau potable et la gestion de la clientèle sur l'ensemble du territoire national.

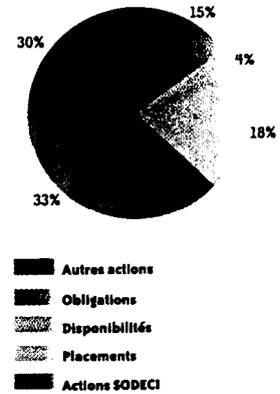
SODECI est la première société de services publics certifiée en Afrique, nous plaçant dans les entreprises de classe mondiale.

Nos prévisions pour l'exercice 2001 restent prudentes et s'affichent à la baisse.

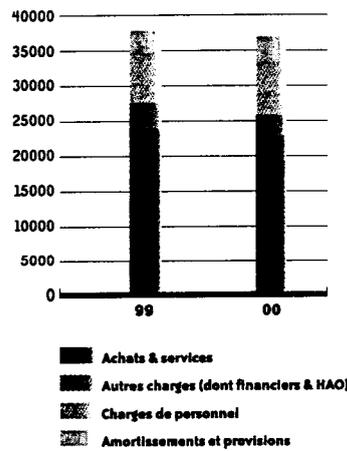
PRODUITS COMPARES
Hors taxes & hors surtaxes
En millions de F CFA



SITUATION DU FCP SODECI
au 31 décembre 2000

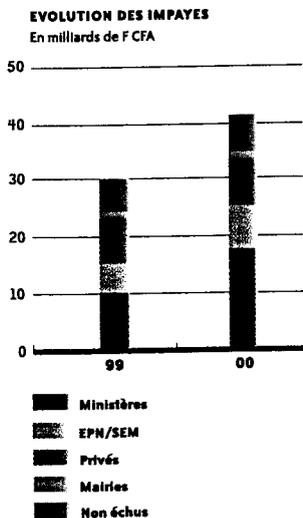
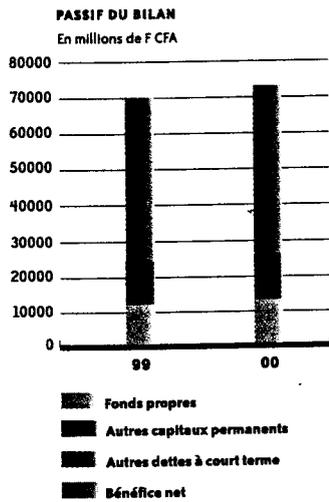
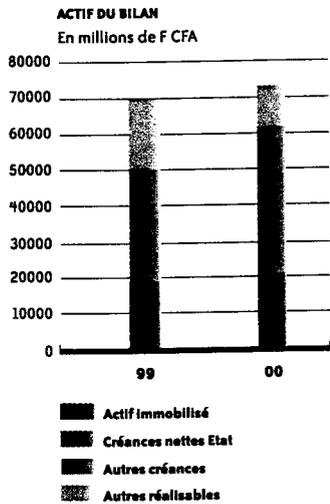


CHARGES COMPAREES
En millions de F CFA



A
S
S
E
M
B
L
E
E
G
E
N
E
R
A
L
E

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



AFFECTATION DU RESULTAT

Des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2000 qui vous sont présentés et certifiés par le Cabinet ERNEST & YOUNG et SIGECO,

il ressort :

- un bénéfice net de
1 351 829 645
et compte tenu du Report
à nouveau antérieur de
580 374 957

- un bénéfice disponible de
1 932 204 602

que nous vous proposons d'affecter comme suit :

- à la réserve légale pour
135 000 000
- à la distribution d'un dividende global de
1 237 500 000
- le solde au Report à nouveau,
soit
559 704 602

Ainsi chacune des 900 000 actions formant le capital recevrait un dividende brut de 1 375 FCFA. Le dividende pourrait être mis en paiement à compter du 30 juin 2001.

RESOLUTIONS

Dans les résolutions qui vous sont soumises, nous vous proposons :

- Après lecture des rapports des Commissaires aux Comptes, d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2000, ainsi que l'affectation et la répartition des résultats
- de donner quitus de sa gestion au Conseil,
- de ratifier la cooptation d'un Administrateur,
- de renouveler le mandat de deux Administrateurs,
- de fixer le montant de l'indemnité de fonction des Administrateurs,
- de renouveler le mandat d'un commissaire aux comptes titulaire,
- de renouveler le mandat d'un commissaire aux comptes suppléant,
- de remplacer un commissaire aux comptes suppléant démissionnaire.

Vous voudrez bien vous prononcer sur les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'Administration

ACTIVITES

Le plan 2001 reste subordonné à une stabilité socio-politique retrouvée qui devrait permettre un redémarrage économique dès la reprise de l'aide internationale.

Les principales caractéristiques du plan initial et du premier plan actualisé sont reprises sur les graphiques ci-contre et en annexes et sont les suivantes :

Activité Eau

Nous estimons la croissance de nos Abonnés autour de 8% pour atteindre 550 000 clients. Cette hausse équivalente à celle de l'exercice précédent mais moins soutenue que les années passées tient compte d'une reprise progressive de l'activité économique.

La production devrait à la fois profiter des investissements réalisés sur l'exercice (renforcement des réseaux de l'île de Petit Bassam, des quartiers précaires d'Abobo, de la Loka à Bouaké et des nouvelles unités de production mises en service à Bonoua, Aboisso et Soubré) de la mise en service d'une dizaine de nouveaux centres et d'une demande plus forte liée à la reprise. Nous attendons une progression de l'ordre de 2,6% et une production totale de 142,8 Millions de M3 contre 139,2 réalisée en l'an 2000.

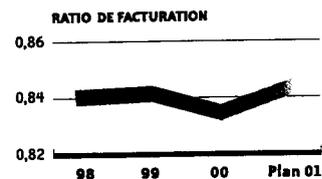
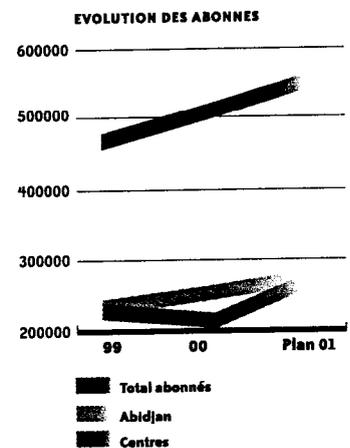
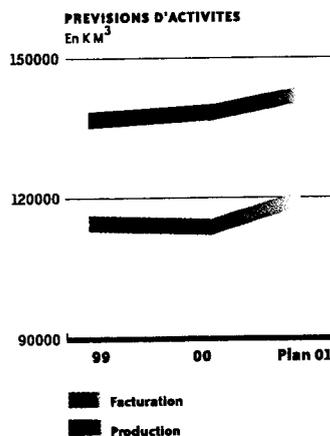
Autres Activités

Les travaux liés à l'exploitation avec un programme de 30 000 branchements subventionnés devraient regresser d'environ 6% sur la période.

Les prestations d'assainissement du contrat d'affermage évoluant comme la facturation de l'eau potable, devraient se maintenir à un niveau identique à 2000.

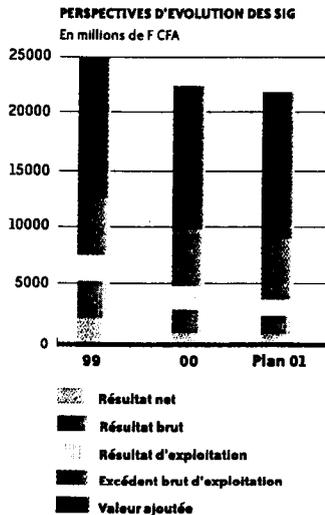
Les travaux seront affectés par le faible niveau de ressources du fonds de développement. Les travaux d'assainissement financés sur la contribution développement et qui n'ont pu être réalisés au cours de cet exercice en raison des désaccords sur les bordereaux de prix sont reprogrammés sur l'année 2001. Nous attendons une progression importante de cette activité. Contrairement au plan initial nous intégrons au plan actualisé des travaux d'entreprise sur financement extérieur KFW à hauteur de 725 millions de FCFA.

Les ventes d'eau bénéficieront peu de l'effet volumes compte tenu d'un ratio qui s'est dégradé sur l'exercice 2000 et qui ressort à 0,823 pour un plan à 0,837. Le niveau des produits à recevoir semble avoir été mal apprécié du fait du manque d'historique et de visibilité lié à la mise en œuvre d'un nouveau mode de facturation par tiers. Un premier rapprochement nous a permis de revoir le ratio autour de 0,827 et tout laisse supposer qu'il pourrait remonter à 0,835 hypothèse retenue dans la première actualisation. La prévision revue à la baisse sera presque entièrement compensée sur la base du ratio corrigé.



A
S
S
E
M
B
L
E
E
G
E
N
E
R
A
L

PERSPECTIVES POUR L'AN 2001



PREVISIONS DE RESULTATS

La valeur ajoutée attendue représentera 36% du chiffre d'affaires justifiant d'une amélioration sensible de la rentabilité d'exploitation et progressera de façon homogène au regard des activités.

Un plan d'embauche ambitieux portant sur 114 agents dont 33 agents d'encadrement reflète, par son importance, le retard accumulé les années précédentes et dont le rattrapage a commencé au cours de l'exercice 2000. L'impact de ce plan conjugué à une correction des salaires liée à l'inflation ainsi qu'à une légère augmentation des charges sociales représente 500 Millions de francs sur l'exercice 2001 et 6% d'augmentation de la masse salariale et affectera l'excédent brut d'exploitation.

Le niveau de l'excédent brut d'exploitation dégagé ne permettra pas d'absorber l'évolution normale des charges d'amortissements et provisions.

Placées dans les conditions les plus défavorables nos prévisions de résultats après une première Actu se situent autour de 1100 millions et enregistrent une baisse de 19% par rapport à l'exercice 2000.

Globalement les produits de l'exercice 2001 comparée à l'année 2000 seront en légère diminution de -1,25 %.

CERTIFICATION



N° QUAL/2000/15040

Le Système Qualité adopté par :
The Quality System developed by :

SODECI

pour les activités suivantes :
for the following activities :

**EXPLOITATION,
TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE.
GESTION DE LA CLIENTELE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE.**

exercées à partir du (des) site(s) suivant(s) :
carried out from the following location(s) :

Avenue Christiani 01 BP 1843 ABIDJAN 01 CÔTE D'IVOIRE

a été évalué et jugé conforme aux exigences de la norme :
has been assessed and found to conform to the requirements of the standard :

ISO 9002 (1994)

Le certificat correspondant a été délivré dans les conditions d'application fixées par AFAQ le :
The corresponding certificate has been delivered under AFAQ application rules on :

2000-08-21

(année-mois-jour)

*Il est valable jusqu'au**
*It is valid until**

2003-08-20

(year-month-day)

LE PRÉSIDENT DU COMITÉ DE CERTIFICATION
THE PRESIDENT OF THE CERTIFICATION COMMITTEE

J. F. VIDEGRAIN

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AFAQ
THE MANAGING DIRECTOR OF AFAQ

O. PEYRAT

LE REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRISE
ON BEHALF OF THE FIRM

M. ZADI KESSY

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2000, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la SODECI tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I. OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables prévues par le Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA).

II. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

**Les Commissaires aux Comptes
ERNST & YOUNG - CCCA
Christian Marmignon
Associé**

**SIGECO
N'Dabian Kroah Bilé**

Le 15 mars 2001

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée aux articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Cependant, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Convention de bail avec la CIE

Administrateurs concernés :

Messieurs Martin Bouygues,
Olivier Bouygues,
Louis Peterschmitt,
Marcel Zadi Kessy,
Ousmane Diarra,
Marcel Pelissou,
Yves Gabriel.

Nature et objet :

Location à la CIE d'un immeuble composé d'une tour de huit étages, d'une galette, d'un parking souterrain et de parkings extérieurs. Cette convention, en date du 1^{er} février 1993, est consentie et acceptée pour une durée de 9 ans et est renouvelable par tacite reconduction par période triennale.

Modalités et rémunération :

Le loyer trimestriel est de FCFA 36,8 millions. Le montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2000 est de FCFA 147,2 millions contre FCFA 139,2 millions au 31 décembre 1999.

2. Convention d'assistance générale conclue avec SAUR International

Administrateurs concernés :

Messieurs Martin Bouygues,
Olivier Bouygues,
Yves Gabriel,
Louis Peterschmitt,
Jacques Sennepin,
Marcel Zadi Kessy.

Nature et objet :

Les prestations d'assistance générale portent sur les domaines juridique, financier, comptable, informatique, technique, des ressources humaines et du management. Cette convention est conclue pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

Modalités et rémunération :

Ces diverses prestations sont rémunérées au taux de 2,9% du chiffre d'affaires annuel hors TVA de l'exercice précédent et font l'objet de facturations trimestrielles. Le montant total comptabilisé en charges par la SODECI au titre de ces prestations s'élève à FCFA 1.328 millions pour l'exercice clos au 31 décembre 2000 contre FCFA 1.284 millions l'exercice précédent.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**Les Commissaires aux Comptes
ERNST & YOUNG - CCCA
Christian Marmignon
Associé**

**SIGECO
N'Dabian Kroah Bilé**

Le 15 mars 2001

A
S
S
E
M
B
L
E
E
G
E
N
E
R
A
L
E

PROJET DE RESOLUTIONS

PARTIE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

Après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2000 du bilan et du compte de résultats nets au 31 Décembre 2000, ainsi que des rapports des Commissaires aux Comptes concernant le même exercice, et après avoir pris connaissance de tous renseignements et explications complémentaires qui lui ont été fournis en séance, l'Assemblée Générale déclare approuver expressément, sans exception, ni réserve lesdits rapports et lesdits comptes, tels qu'ils lui ont été présentés et toutes les opérations et écritures qui s'y trouvent mentionnées ou enregistrées.

En conséquence, l'Assemblée Générale arrête au chiffre de 1 351 829 645 FCFA le montant du bénéfice net de cet exercice, après imputation aux provisions de l'impôt y afférent.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes concernant les conventions visées par l'article 438 de l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés commerciales donne acte aux Commissaires de ce Rapport et déclare approuver expressément toutes les conventions et opérations qui s'y trouvent mentionnées.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, après avoir constaté que le bénéfice de l'exercice 2000 s'élève à 1 351 829 645 FCFA et compte tenu du Report à Nouveau antérieur de 580 374 957 FCFA, décide d'affecter le bénéfice disponible de 1 932 204 602 FCFA de la manière suivante :

- à la Réserve légale 135 000 000 F
- à la distribution d'un dividende global 1 237 500 000 F
- le solde au Report à Nouveau, soit 559 704 602 F

L'Assemblée Générale fixe à 1375 FCFA bruts par action le montant du dividende total qui reviendra, au titre de l'exercice 2000 à chacune des 900 000 actions composant le capital et décide que ce dividende sera mis en paiement à la diligence de la Direction Générale, à compter du 30 Juin 2001.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de leur gestion pour l'exercice 2000.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale après lecture du rapport de gestion, décide de ratifier la cooptation en qualité d'Administrateur de Jean-Pierre DUMOULARD effectuée en Conseil d'Administration le 22 Novembre 2000 en lieu et place de Jacques Sennepin, pour la durée du mandat restant à courir de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale après lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de M. Firmin AHOUNE, pour une durée de six années soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale après lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de M. Louis PETERSCHMITT, pour une durée de six années soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'allouer aux Administrateurs, en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction, une somme annuelle de 26 000 000 FCFA dont la répartition sera effectuée par le Conseil d'Administration.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale décide de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire du Cabinet ERNST & YOUNG pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale décide de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes suppléant du Cabinet MAZARS et GUERARD pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale ayant pris acte de la démission de Monique SANGARE, Commissaire aux Comptes suppléant effectuée par lettre en date du 02 octobre 2000, décide de désigner Mme Caroline ORIO en ses lieu et place, pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2004.

DOUZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'originaux ou de copies du procès-verbal constatant ses délibérations, à effet d'accomplir toutes formalités légales, dépôts ou autres de publicité

A
S
S
E
M
B
L
E
E
G
E
N
E
R
A
L
E

**ETATS
COMPTABLES**



ACTIF	Exercice 2000			Ex. 1999
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ (1)				
AA Charges immobilisées	2 990 552		2 990 552	10 027 371
AB Frais d'établissement et charges à répartir	2 990 552		2 990 552	10 027 371
AC Primes de remboursement des obligations				
AD Immobilisations incorporelles	549 672 595	338 806 565	210 866 030	126 887 931
AE Frais de recherche et développement				
AF Brevets, licences, logiciels	490 311 901	292 498 197	197 813 704	87 490 937
AG Fonds commercial				
AH Autres immobilisations incorporelles	59 360 694	46 308 368	13 052 326	39 396 994
AI Immobilisations corporelles	34 743 603 546	19 752 098 289	14 991 505 257	14 096 727 014
AJ Terrains	426 045 269		426 045 269	426 045 269
AK Bâtiments	8 847 404 203	6 814 403 871	2 033 000 332	2 425 981 184
AL Installations et agencements	3 987 119 215	1 830 159 535	2 156 959 680	1 675 345 372
AM Matériel	15 834 387 053	7 777 668 229	8 056 718 824	7 387 430 195
AN Matériel de transport	5 648 647 806	3 329 866 654	2 318 781 152	2 181 924 994
AP Avances et acomptes versés sur immobilisations				
AQ Immobilisations financières	4 957 523 014		4 957 523 014	4 219 228 557
AR Titres de participation	50 000 000		50 000 000	50 000 000
AS Autres immobilisations financières	4 907 523 014		4 907 523 014	4 169 228 557
AW (1) dont H. A. O. : Brut				
Net				
AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	40 253 789 707	20 090 904 854	20 162 884 853	18 452 870 873
ACTIF CIRCULANT				
BA Actif circulant H. A. O.				
BB Stocks				
BC Marchandises				
BD Matières premières et autres Approvisionnements	5 668 622 990	53 770 375	5 614 852 615	5 313 521 836
BE En-cours				
BF Produits fabriqués				
BG Créances et emplois assimilés				
BH Fournisseurs, avances versées	17 004 154		17 004 154	32 581 858
B I Clients	49 995 190 882	1 857 702 704	48 137 488 178	38 646 464 590
BJ Autres créances	1 488 055 111	66 107 314	1 421 947 797	1 689 014 812
BK TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	57 168 873 137	1 977 580 393	55 191 292 744	45 681 583 096
TRÉSORERIE - ACTIF				
BQ Titres de placement	1 120 365 734		1 120 365 734	2 809 462 500
BR Valeurs à encaisser				
BS Banques, chèques postaux, caisse	818 851 063		818 851 063	1 880 758 977
BT TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	1 939 216 797		1 939 216 797	4 690 221 477
BU Ecart de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)				
BZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	99 361 879 641	22 068 485 247	77 293 394 394	68 824 675 446

PASSIF

Exercice 2000

Exercice 1999

CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES

CA Capital	4 500 000 000	4 000 000 000
CB Actionnaires capital non appelé		
CC Primes et réserves		
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion	255 906 342	255 906 342
CE Ecart de réévaluation	1 045 087 734	
CF Réserves indisponibles	720 000 000	1 560 087 734
CG Réserves libres	4 737 024 973	4 737 024 973
CH Report à nouveau	+ ou - 580 374 957	353 105 212
C I Résultat net de l'exercice	(bénéfice + ou perte -) 1 351 829 645	2 032 269 745
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement		
CM Provisions réglementées et fonds assimilés	217 130 151	240 773 285
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	13 407 353 802	13 179 167 291

DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (1)

DA Emprunts	3 558 648 583	2 683 316 048
DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC Dettes financières diverses	9 264 038 612	8 573 162 485
DD Provisions financières pour risques et charges	660 832 233	1 102 628 291
DE (1) dont H. A. O. :		
DF TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	13 483 519 428	12 359 106 824
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	26 890 873 230	25 538 274 115

PASSIF CIRCULANT

DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	675 017 613	369 039 081
D I Clients, avances reçues	3 879 881 254	4 355 633 236
DJ Fournisseurs d'exploitation	6 838 406 597	5 479 407 621
DK Dettes fiscales	35 239 852 571	30 881 341 622
DL Dettes sociales	1 207 453 207	367 814 560
DM Autres dettes	138 044 697	177 195 963
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	47 978 655 939	41 630 432 083

TRÉSORERIE PASSIF

DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie		
DS Banques, découverts	2 423 865 225	1 655 969 248
DT TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV)	2 423 865 225	1 655 969 248
DU Ecart de conversion-Passif (V) (gain probable de change)		
DZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	77 293 394 394	68 824 675 446

CHARGES

Exercice 2000 Exercice 1999

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

RA Achats de marchandises			
RB - Variation de stocks	(- ou +)		
	<i>Marge brute sur marchandises voir TB)</i>		
RC Achats de matières premières et fournitures liées		5 772 193 029	6 271 682 575
RD - Variation de stocks	(- ou +)	-306 756 654	-401 567 838
	<i>(Marge brute sur matières voir TG)</i>		
RE Autres achats		6 396 696 964	6 127 175 153
RH - Variation de stocks	(- ou +)		
RI Transports		804 031 040	787 118 402
RJ Services extérieurs		9 590 653 594	10 169 399 823
RK Impôts et taxes		1 348 389 166	1 030 923 112
RL Autres charges		798 261 592	882 703 480
	<i>(Valeur ajoutée voir TN)</i>		
RP Charges de personnel (1)		7 201 331 192	6 870 178 261
(1) dont personnel extérieur	608 180 637	589 147 404	
RQ	<i>(Excédent brut d'exploitation voir TQ)</i>		
RS Dotations aux amortissements et aux provisions		3 455 019 658	3 473 188 995
RW Total des charges d'exploitation		35 059 819 581	35 210 801 963
	<i>(Résultat d'exploitation voir TX)</i>		

ACTIVITÉ FINANCIÈRE

SA Frais financiers		68 343 245	51 266 435
SC Pertes de change			
SD Dotations aux amortissements et aux provisions			
SF Total des charges financières		68 343 245	51 266 435
	<i>(Résultat financier voir UG)</i>		
SH Total des charges des activités ordinaires		35 128 162 826	35 262 068 398
	<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>		

HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)

SK Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		615 234 630	1 295 568 549
SL Charges H.A.O.		89 498 727	
SM Dotations H.A.O.			240 773 285
SO Total des charges H.A.O.		704 733 357	1 536 341 834
	<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>		
SQ Participation des travailleurs			
SR Impôts sur le résultat		788 281 603	1 244 012 764
SS Total participation et impôts		788 281 603	1 244 012 764
ST TOTAL GENERAL DES CHARGES		36 621 177 786	38 042 422 996
	<i>(Résultat net voir UZ)</i>		

PRODUITS			<u>Exercice 2000</u>	<u>Exercice 1999</u>
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION				
TA	Ventes de marchandises			
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES			
TC	Ventes de produits fabriqués		21 191 936 161	21 460 218 083
TD	Travaux, services vendus		12 599 378 702	13 191 192 379
TE	Production stockée (ou déstockage) (+ ou -)			
TF	Production immobilisée		1 763 980 541	1 651 248 001
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	30 089 859 029	30 432 543 726	
TH	Produits accessoires		572 803 732	399 223 109
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA + TC + TD + TH)		34 364 118 595	35 050 633 571
TJ	(1) dont à l'exportation			
TK	Subventions d'exploitation			
TL	Autres produits		600 685 783	237 078 279
TN	VALEUR AJOUTEE	12 325 316 188	12 071 525 144	
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	5 123 984 996	5 201 346 883	
TS	Reprises de provisions		591 796 058	40 310 136
TT	Transferts de charges			
TW	Total des produits d'exploitation		37 320 580 977	36 979 269 987
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION	2 260 761 396	1 768 468 024	
	Bénéfice (+) ; Perte (-)			
ACTIVITÉ FINANCIÈRE				
UA	Revenus financiers		295 912 861	327 785 012
UC	Gains de change			
UD	Reprises de provisions			
UE	Transferts de charges			
UF	Total des produits financiers		295 912 861	327 785 012
UG	RESULTAT FINANCIER	(+ ou -) 227 569 616	276 518 577	
UH	Total des produits des activités ordinaires		37 616 493 838	37 307 054 999
UI	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)			
	(+ ou -)		2 488 331 012	2 044 986 601
UJ	(1) dont impôt correspondant			
	870 915 854	715 745 310		
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)				
UK	Produits des cessions d'immobilisations		332 870 459	1 624 826 811
UL	Produits H.A.O.			1 142 810 931
UM	Reprises H.A.O.		23 643 134	
UN	Transferts de charges			
UO	Total des produits H.A.O.		356 513 593	2 767 637 742
UP	RESULTAT H.A.O.	(+ ou -) -348 219 764	1 231 295 908	
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS		37 973 007 431	40 074 692 741
UZ	RESULTAT NET	1 351 829 645	2 032 269 745	
	Bénéfice (+) ; Perte (-)			

BILAN SYSTEME NORMAL

DÉTERMINATION DES SOLDES FINANCIERS - EXERCICE 2000

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions
 + Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

	E.B.E.	5 123 984 996
(SA) Frais financiers	68 343 245	(TT) Transferts de charges d'exploitation
(SC) Pertes de change		(UA) Revenus financiers
(SL) Charges H.A.O.	89 498 727	(UE) Transferts de charges financières
(SQ) Participation		(UC) Gains de change
(SR) Impôts sur le résultat	788 281 603	(UL) Produits H.A.O.
		(UN) Transferts de charges H.A.O.

TOTAL (I)	946 123 575	TOTAL (II)	5 419 897 857
CAFG : Total (II) - Total (I) = 4 473 774 282 XA		(N - 1) :	5 376 663 627

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice

Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

AF = 4 473 774 282 - 1 100 000 000 = 3 373 774 282 XB (N - 1) : 4 190 663 627

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

	Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
Variation des stocks : N - (N - 1)			
(BC) Marchandises		ou	
BD) Matières premières	301 330 779	ou	
(BE) En-cours		ou	
(BF) Produits fabriqués		ou	
(A) Variation globale nette des stocks	301 330 779	ou	
Variation des créances : N - (N - 1)			
(BH) Fournisseurs, avances versées		ou	15 577 704
(BI) Clients	9 491 023 588	ou	
(BJ) Autres créances		ou	267 067 015
(BU) Ecarts de conversion - Actif (1)		ou	
(B) Variation globale nette des créances	9 208 378 869	ou	
Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)			
(DI) Clients, avances reçues	475 751 982		
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		ou	1 358 998 976
(DK) Dettes fiscales		ou	4 358 510 949
(DL) Dettes sociales		ou	839 638 647
(DM) Autres dettes	39 151 266	ou	
(DN) Risques provisionnés		ou	
(DU) Ecarts de conversion - Passif (1)		ou	
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		ou	6 042 245 324
VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)		ou	3 467 464 324

EXCEDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	2000		1999
Excédent brut d'exploitation	5 123 984 996		5 201 346 883
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources)	- 3 467 464 324	(- ou +)	- 4 617 886 793
- Production immobilisée	- 1 763 980 541		- 1 651 248 001

EXCEDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION - 107 459 869 -1 067 787 911

(1) en cours d'adoption

N° d'identification fiscale : 0100984A

BILAN SYSTEME NORMAL

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS - EXERCICE 2000

	Emplois	Exercice N Ressources	Exercice N-1 (E - ;R +)
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice) <i>Croissance interne</i>			
FB Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	97 667 525		-78 823 945
FC Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles <i>Croissance externe</i>	4 344 703 327	332 870 459	- 3 173 839 563
FD Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	1 187 897 416		-2 008 822 614
FF INVESTISSEMENT TOTAL	5 297 397 809		-5 261 486 122
II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)			
	3 467 464 324		-4 617 886 793
	ou		
FH A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	8 764 862 133		-9 879 372 915
III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)			
	ou	305 978 532	-461 409 375
IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)			
	194 892 218		-1 209 258 836
<i>Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières</i>			
<i>(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII</i>			
FK B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	8 653 775 819		-11 550 041 126
V.FINANCEMENT INTERNE			
FL Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	1 100 000 000	4 473 774 282	4 190 663 627
VI.FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM Augmentations de capital par apports nouveaux			
FN Subventions d'investissement			
FP Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)			
VII.FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ Emprunts (2)		1 761 100 880	2 814 095 490
FR Autres dettes financières (2)			1 151 511 792
<i>(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois</i>			
FS C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		5 134 875 162	8 156 270 909
FT D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)			
	3 518 900 657		-3 393 770 217
	ou		
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
<i>Trésorerie nette</i>			
FU à la clôture de l'exercice + ou -	- 484 648 428		
FV à l'ouverture de l'exercice + ou -	3 034 252 229		
FW VARIATION TRESORERIE :	- 3 518 900 657	-3 518 900 657	- 3 393 770 217
	(+ si Emploi ; - si Ressources) ou		
<i>Contrôle : D = VIII avec signe opposé</i>			
<i>Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences " bilantielles "</i>			
CONTRÔLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)			
		Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N - 1)		357 414 865	ou
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG(N) - BFG(N - 1)		3 161 485 792	ou
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N - 1)			3 518 900 657
TOTAL		3 518 900 657	= 3 518 900 657

DONNÉES D'ACTIVITÉS

EAU	REALISE 1998	REALISE 1 999	REALISE 2 000	VAR. 00 / 99	PLAN 2 001	VAR. 01 / 00
NOMBRE D'ABONNES	421 417	465 599	509 757	1,09	550 000	1,08
ABIDJAN	213 400	235 483	255 720	1,09	276 500	1,08
AUTRES CENTRES	208 017	230 116	254 037	1,10	273 500	1,08
M³ PRODUITS (en K.M³)	135 315	137 863	139 201	1,01	142 800	1,03
ABIDJAN	93 178	93 692	93 214	0,99	95 400	1,02
AUTRES CENTRES	42 137	44 171	45 987	1,04	47 400	1,03
M³ FACTURES (en K.M³)	112 993	115 453	114 584	0,99	120 380	1,05
ABIDJAN	73 683	74 817	73 991	0,99	76 605	1,04
AUTRES CENTRES	39 310	40 636	40 593	1,00	43 775	1,08
RATIO DE FACTURATION	0,835	0,837	0,823	0,98	0,843	1,02
ABIDJAN	0,791	0,799	0,794	0,99	0,803	1,01
AUTRES CENTRES	0,933	0,920	0,883	0,96	0,924	1,05
M³ FACTURES (TRANCHES)	100,0%	100,0%	100,0%	1,00	100,0%	1,00
SOCIALE	22,4%	23,9%	26,0%	1,09	24,5%	0,94
DOMESTIQUE	35,9%	35,5%	35,3%	0,99	35,6%	1,01
NORMALE	10,1%	9,6%	9,4%	0,98	9,8%	1,04
INDUSTRIELLE	12,8%	13,2%	11,9%	0,90	12,8%	1,08
ADMINISTRATION	18,8%	17,8%	17,4%	0,98	17,3%	0,99
M³ FACTURES PAR ABONNE	268	248	225	0,91	219	0,97

BRANCHEMENTS

TOTAL	38 537	35 776	34 485	0,96	34 985	1,01
DONT SUBVENTIONNES	35 636	32 712	31 832	0,97	31 500	0,99
DONT ORDINAIRES	2 901	3 064	2 653	0,87	3 485	1,31

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

VENTES D'EAU	21 188	21 460	21 183	0,99	22 358	1,06
TLE & ACCESSOIRES	5 063	4 725	4 701	0,99	4 417	0,94
ASSAINISSEMENT (REDEVANCE)	1 127	2 301	2 068	0,90	2 061	1,00
TLE ASSAINISSEMENT	396	230	38	0,17	163	4,29
TRAVAUX	5 067	5 653	5 487	0,97	4 948	0,90
ASSISTANCE EXTERIEURE	392	283	306	1,08	156	0,51
TRAVAUX, SERVICES VENDUS	12 045	13 192	12 600	0,96	11 745	0,93
PRODUCTION IMMOBILISEE	1 234	1 671	1 773	1,06	1 282	0,72
MARGE BRUTE	34 467	36 323	35 556	0,98	35 385	1,00
PRODUITS ACCESSOIRES	440	380	573	1,51	257	0,45
CHIFFRE D'AFFAIRES	34 907	36 703	36 129	0,98	35 642	0,99

PERSONNEL

TOTAL	1 384	1 420	1 504	1,06	1 623	1,08
DONT CADRES	98	103	107	1,04	118	1,10
DONT MAITRISES	394	401	419	1,04	447	1,07
DONT OUVRIERS & EMPLOYES	892	916	978	1,07	1 058	1,08